

Candidature au Conseil d'administration d'Utopia 56

Cela fait maintenant plusieurs années que je partage les combats d'Utopia 56 : son refus de l'indifférence face à la violence des politiques migratoires, son plaidoyer sans concession et son mode d'action fondé sur la présence, la solidarité concrète et le rapport de force au service des plus vulnérables. C'est pour continuer à porter ce combat, à l'intérieur de l'association, que je présente ma candidature au Conseil d'administration.

Un engagement de terrain et de droit

J'ai occupé le poste de coordinatrice de Barreau de Paris Solidarité, puis celui de directrice adjointe du pôle accès au droit et à la justice de l'Ordre des avocats de Paris, où j'ai eu pour mission de construire des dispositifs d'accès au droit pour les publics en situation de précarité — personnes exilées, personnes vivant en rue et de la rue — trop souvent maintenus en dehors du droit commun par des politiques d'exclusion délibérées.

C'est dans ce cadre que j'ai travaillé main dans la main avec Utopia 56 : l'implantation de la permanence étrangers-asile du Bus de la solidarité en 2016, les maraudes et les permanences pour les mineurs non accompagnés, menées en étroite collaboration avec les équipes de l'association. J'ai aussi passé un mois sur le terrain à faire des maraudes littorales, au plus près de la réalité de la frontière et de la violence qu'elle inflige.

Aujourd'hui chargée de mission « Exilés de passage sur le littoral Nord » pour le Secours Catholique à Calais, je m'apprête à prendre la responsabilité de l'accueil de jour dédié aux personnes exilées sur le littoral nord — un territoire où la répression, la précarité et l'urgence humanitaire ne cessent de s'aggraver.

Pourquoi je candidate

Ce parcours m'a convaincue que l'accès aux droits ne se décrète pas : il se construit et se défend, sur le terrain comme dans le débat public. Utopia 56 incarne cette conviction par son refus du silence, sa capacité à documenter les violences institutionnelles et à interpeller sans relâche les pouvoirs publics.

En intégrant le Conseil d'administration, je veux mettre au service de l'association mon expertise, mon expérience de la coordination de dispositifs de solidarité et ma connaissance du littoral nord et de ses enjeux. Je veux contribuer à renforcer les capacités d'action d'Utopia 56, à consolider son plaidoyer et à défendre, sans concession, les droits et la dignité des personnes exilées et de toutes celles et ceux que les politiques publiques cherchent à rendre invisibles.

C'est avec détermination et engagement que je présente ma candidature au Conseil d'administration d'Utopia 56.